

Et si la Grèce introduisait une monnaie parallèle à l'euro ?

MARC
VIGNAUD

La tension est à son comble et Syriza négocie sans appel à la mobilisation populaire en Grèce et en Europe. Un autre forme de « Grexit », l'Euro-Drachme défendue par Thomas Coutrot



Le Point – Publié le 26/03/2015 à 16:42

Scénario catastrophe. Sans le versement de la dernière tranche d'aide européenne, l'État grec va très vite se retrouver acculé au défaut de paiement.



L'État grec pourrait se retrouver rapidement à court d'argent, sauf s'il arrive à convaincre ses partenaires européens de débloquer tout ou partie de la dernière tranche de prêts promise. © Aris Messinis / AFP

Par

Le climat semble s'apaiser entre la [Grèce](#) et ses partenaires de la zone euro. Le Premier ministre [Alexis Tsipras](#), qui a rencontré [Angela Merkel](#) lundi, s'est engagé en personne à présenter la liste de réformes censées débloquer la dernière tranche de l'aide européenne encore en suspend de 7,2 milliards d'euros.

Mais plus le temps passe et plus la pression augmente sur les deux parties pour trouver un accord. Athènes est à court d'argent. Depuis son élection, les excédents du budget anticipés (sans compter les remboursements des intérêts de la dette) ont fondu comme neige au soleil. Plongés dans l'incertitude sur leur futur, de nombreux contribuables ont en effet arrêté temporairement de payer leurs impôts.

L'État grec au pied du mur

Privé du financement des marchés qui ne lui font plus confiance, l'État grec est donc acculé financièrement. Pour honorer ses engagements, il en est déjà réduit à racler les fonds de tiroirs. Début mars, l'agence de presse Reuters rapportait qu'il avait puisé dans la trésorerie des caisses de retraites et d'autres organismes publics pour couvrir ses besoins de financement du mois de mars. Un expédient qui ne pourra pas faire illusion bien longtemps. Si nul ne connaît la situation financière exacte de la Grèce, le gouvernement de la gauche radicale

sera rapidement acculé à faire défaut sur ses engagements en l'absence du versement des derniers prêts du reste de la zone euro.

L'État grec aurait alors un choix cornélien à faire. Sa première option serait de ne pas rembourser ses créanciers internationaux, le Fonds monétaire international (FMI) et la BCE (Banque centrale européenne), dont certains prêts arrivent à échéance dans les prochaines semaines ou à l'été. Une telle voie est très risquée alors que la banque centrale peut fermer à tout moment le robinet de liquidités d'urgence qui maintient encore les banques grecques hors de l'eau, ce qui pousserait le pays en dehors de la zone euro.

Vers l'instauration d'une monnaie parallèle ?

La seconde option est tout aussi délicate. Elle consiste à ne plus payer, au moins partiellement, les fonctionnaires et/ou les pensions de retraite. Cette extrémité est d'autant plus difficile à envisager que le gouvernement a été élu sur un programme anti-austérité. Il se retrouverait alors sous forte pression interne pour retrouver la maîtrise de sa monnaie afin d'être à nouveau capable de payer ses agents.

À court de solutions, Alexis Tsipras pourrait alors être tenté par l'introduction d'une sorte de nouvelle monnaie, parallèle à l'euro. « L'État émettrait des reconnaissances de dette » connues sous le nom d'IoU (pour « I owe you », « je vous dois », en anglais), explique Éric Dor, directeur de recherche à l'école de commerce IESEG. « Il s'agirait de bons à-valoir sur le paiement de futurs impôts. » Un crédit fiscal, en somme. Concrètement, l'État ne paierait plus ses fonctionnaires et ses retraités, mais leur remettrait une reconnaissance de dette exprimée en euros, qui leur permettrait d'acquitter leurs futures taxes auprès du trésor public. Ce qui ne serait évidemment pas très populaire. « Un marché informel s'instaurerait pour essayer d'échanger ces IoU contre des euros. Inévitablement, leur valeur se déprécierait face à la monnaie unique », estime Éric Dor.

Un moyen de pression sur les Européens ?

Pour certains, cette solution, utilisée par certaines municipalités et provinces pendant la crise du peso en Argentine au début des années 2000, devrait être envisagée pour obliger les Européens à assouplir leurs exigences de réformes et de rigueur. Grâce aux IoU, l'État grec serait en effet capable d'émettre sa propre monnaie pour dépenser, sans pour autant être obligé de sortir de la zone euro. Il aurait donc moins de pression pour céder à ses partenaires européens.

« Sans être une panacée à tous les maux de l'économie et des finances publiques grecques, [cela] permettrait de relever plusieurs défis de court terme : relancer l'économie locale, financer les services publics de base et réduire la dette de court terme [...] en ne recourant plus aux marchés financiers pour la financer », plaident ainsi trois économistes* [dans une tribune à Libération datée du 15 mars](#).

« Une option très risquée »

D'autres sont beaucoup plus sceptiques, à l'image de Thibault Mercier, à la recherche économique de BNP-Paribas. « C'est une option très risquée pour l'État grec car cela reviendrait à faire un premier pas vers une sortie de la zone euro. » Il rappelle qu'en Argentine, le recours à cette solution a été très « décentralisé », le pays comptant jusqu'à « une quarantaine de monnaies parallèles ».

Reste que l'économiste Yanis Varoufakis, le désormais très controversé ministre des Finances grec, avait lui-même proposé d'avoir recours à ce type de solution, en février 2014, afin de lutter contre la politique monétaire de la Banque centrale européenne, jugée trop restrictive. [Et l'avait baptisée, dans une note sur son blog, de FT-coin \(pour « future tax », monnaie sur les futurs impôts\), en référence à la monnaie alternative Bitcoin.](#)

Sur le même thème